

« Il n'y a pas d'argent pour cela » : l'Union européenne refuse de financer des clôtures anti-migrants

27.01.2023 « Il n'y a pas d'argent pour cela » : l'Union européenne refuse de financer des clôtures anti-migrants

L'Union européenne ne financera pas les murs anti-migrants érigés aux frontières européennes, a fait savoir jeudi à Stockholm Ylva Johansson. La commissaire européenne aux Affaires intérieures ne s'est pas, en revanche, fermement opposée à la construction de ces clôtures, qui se comptent aujourd'hui par dizaines dans l'espace européen.

« Il n'y a pas d'argent dans le budget de l'UE pour cela ». Jeudi 26 janvier, la commissaire européenne aux Affaires intérieures Ylva Johansson a fait savoir que l'Union européenne ne prévoyait pas de subventionner des clôtures pour empêcher les arrivées de migrants. « Si nous devons dépenser de l'argent pour des murs ou des clôtures, il n'y aurait pas d'argent pour d'autres choses », a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse, à son arrivée à une réunion des ministres de l'Intérieur à Stockholm.

« C'est très facile de dire : 'nous avons besoin d'argent pour des choses en plus'. J'ai le budget que le Conseil et le Parlement m'ont fourni », a-t-elle ajouté.

En lieu et place de clôtures, l'UE préfère « donner la priorité à certaines choses nécessaires aux frontières extérieures, en particulier liées à la grande réforme en cours sur l'interopérabilité (des systèmes d'information sur la migration et la sécurité) et la numérisation ».

Arriving at today's informal Justice and Home Affairs Ministers' meeting in Stockholm, I spoke about

- #MigrationEU*
- Returns*
- Fight against organised crime*

? <https://t.co/EdGia9ziBP>@sweden2023eu @EUHomeAffairs #JHA

– Ylva Johansson (@YlvaJohansson) January 26, 2023

Pour autant, l'absence de financements de l'UE n'empêche pas les pays membres de construire des murs à leurs frontières. Depuis près de 10 ans, une clôture sépare par exemple la Bulgarie de la Turquie. Le chancelier autrichien Karl Nehammer s'y est rendu lundi dernier, pour « soutenir » la demande du président bulgare Roumen Radev à la Commission d'obtenir « deux milliards d'euros pour étendre cette clôture, afin de fournir une réelle protection pour l'Union européenne ».

Ces pays réclament des équipements techniques, des caméras de surveillance, des drones, des hélicoptères, des véhicules et de l'argent pour l'infrastructure elle-même. « L'Autriche est clairement du côté de la Bulgarie quand il s'agit de soutenir ce pays dans cette démarche », a ajouté le chancelier, qui compte soulever la question au prochain sommet européen des 9-10 février. Le ministre autrichien de l'Intérieur Gerhard

Karner a jugé, lui aussi, jeudi à Stockholm « nécessaire de rendre la frontière extérieure (de l'UE) plus robuste, pour que nous ayons la possibilité de voyager de façon sécurisée au sein de l'espace européen ».

Une frontière à 353 millions d'euros

En octobre 2021 déjà, douze pays de l'UE – Autriche, Bulgarie, Chypre, Danemark, Estonie, Grèce, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque et Slovaquie – avaient demandé à Bruxelles de financer la construction de telles clôtures. La Commission a plusieurs fois exprimé son refus.

Varsovie avait notamment sollicité l'aide de l'UE pour le financement du mur à la frontière avec la Biélorussie, qui comporte aussi des détecteurs de mouvement, visant à empêcher quiconque de s'approcher à moins de 200 mètres. Le coût total du dispositif était estimé à 353 millions d'euros.

« Il y a une position commune de longue date de la Commission et du Parlement européen (sur le fait) qu'il n'y aura pas de financement de barbelés et de murs », avait répondu la cheffe de l'exécutif européen, Ursula von der Leyen en admettant que les pays avaient « la possibilité et le droit de construire des clôtures ». « Mais quant à savoir si on devrait utiliser les fonds européens qui sont limités, pour financer la construction de clôtures à la place d'autres choses tout aussi importantes, c'est une autre question », s'était-elle contentée d'indiquer.

Le président du Conseil européen Charles Michel avait, à l'inverse, estimé qu'un tel financement était « juridiquement possible ».

Thread

*1-Depuis des années, l'Europe se barricade. Elle érige des murs, des barbelés, des clôtures dans le but d'empêcher les migrants de passer les frontières. Il existe actuellement une dizaine de murs anti-migrants dans l'Union européenne.
pic.twitter.com/UKvifJWWft*

– InfoMigrants Français (@InfoMigrants_fr) May 20, 2022

Le tout dernier mur construit aux frontières européennes est celui qui sépare désormais la Lituanie de la Biélorussie. Achevée en décembre 2022, cette clôture de quatre mètres de hauteur, rehaussée de 60 centimètres de fils barbelés et équipée d'un système de vidéosurveillance s'étend sur près de 550 kilomètres. « Ce sont des barbelés avec des fils tranchants, des fils rasoirs, pour que les migrants en situation irrégulière, qui viennent d'en face, ne puissent pas passer », décrivait, en février 2022, un superviseur du chantier à une équipe de France Info sur place. Au total, 4 200 personnes seraient arrivées illégalement en Lituanie entre fin 2021 et fin 2022.

Source

: <https://www.infomigrants.net/fr/post/46413/il-ny-a-pas-darge-nt-pour-cela-lunion-europeenne-refuse-de-financer-des-clotures-antimigrants>